

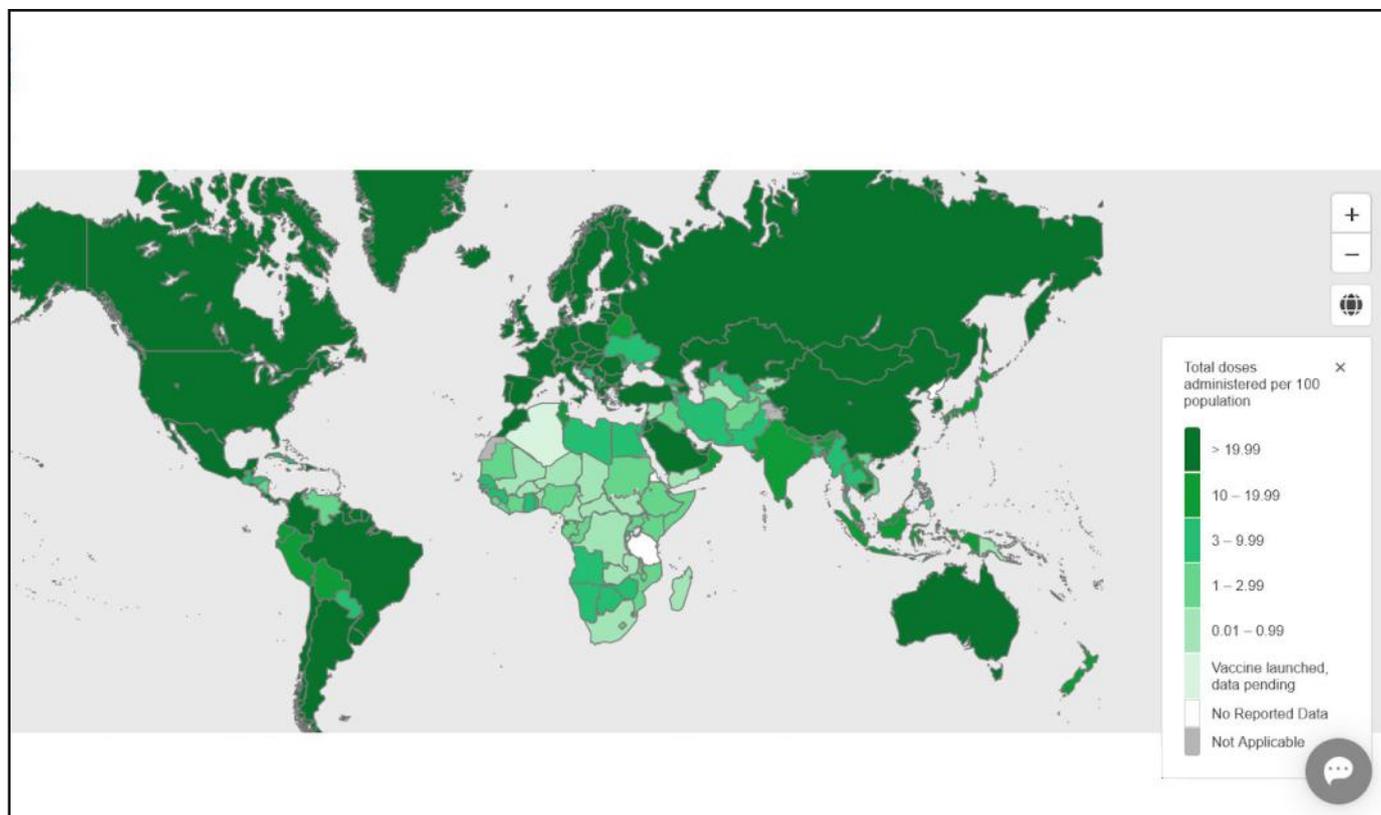
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19879 - 76ÈME ANNÉE

Illustration des inégalités dans la lutte contre la pandémie de COVID-19

Astra Zeneca condamnée à fournir 50 millions de doses de vaccin à l'UE



Sur cette carte, les inégalités d'accès aux vaccins. Elles découlent des inégalités de pouvoir d'achat.

L'Union européenne a obtenu gain de cause face à Astra Zeneca, dans une affaire où le fabricant de vaccins était accusé de ne pas avoir respecté les délais de livraison prévus dans un contrat commercial. Ceci rappelle à l'industrie pharmaceutique occidentale la première mission que lui confie ses actionnaires : soigner ceux qui ont le pouvoir d'achat le plus important, c'est-à-dire les Occidentaux. Autrement dit, si Astra Zeneca produit des vaccins pour

d'autres régions du monde, elle doit s'assurer que les Européens seront livrés en priorité. Comment alors s'étonner du si grand déséquilibre qui existe dans la répartition des vaccins anti-COVID-19 dans le monde ?

La vaccination est considérée comme un moyen de lutte contre la COVID-19. L'objectif est d'atteindre un pourcentage suffisant de personnes vaccinées dans la population pour rendre possible l'immunité collective. Face à la de-

mande, la production est très insuffisante. La campagne de vaccination s'est de plus caractérisée par une prédation de quelques pays sur la majorité des stocks de vaccin dans le monde. A cela s'est ajouté une importante épidémie de coronavirus en Inde, important pays exportateur de vaccins.

Un déséquilibre manifeste s'est donc créé entre les anciennes puissances coloniales et les autres pays du monde. Ces derniers comptent essentiellement sur l'initiative COVAX de l'ONU et sur des

dons de la Chine pour amorcer leurs campagnes de vaccinations gratuites. Madagascar, pays de plus de 20 millions d'habitants a ainsi reçu 250.000 doses de vaccins, c'est moins que La Réunion, 850.000 habitants, intégrée à la France et l'Union européenne.

La vaccination : espoir d'une relance de la consommation

C'est donc dans le club des pays riches que se trouvent logiquement les plus forts taux de vaccination. Les campagnes sont si avancées que les quarantaines sont supprimées pour les vaccinés à l'intérieur des frontières de l'UE, alors que les autres restrictions ne cessent de s'assouplir. Par exemple le gouvernement hongrois permet d'organiser des matchs de football dans le plus grand stade du pays utilisé à sa capacité normale d'accueil.

Pour maintenir cette espérance d'un retour à la situation d'avant la COVID-19, les dirigeants européens continuent de mettre la pression pour que les fabricants de vaccins maintiennent les cadences de production des remèdes achetés par les Européens. Autrement dit, il ne faut pas que l'industrie pharmaceutique occidentale se disperse et oublie d'assurer la première mission que lui confie ses action-

naires : soigner ceux qui ont le pouvoir d'achat le plus important, c'est-à-dire les Occidentaux.

C'est dans ce sens que peut s'interpréter la démarche des 27 États membres de l'Union européenne qui ont décidé de trainer Astra Zeneca en justice. Le Tribunal de première instance de Bruxelles a décidé hier d'accorder des mesures provisoires. La justice ordonne à AstraZeneca de fournir d'urgence 50 millions de doses de vaccin d'ici le 27 septembre 2021 – selon un calendrier contraignant : 15 millions de doses d'ici le 26 juillet, à 09h00, 20 millions de doses d'ici le 23 août, 15 millions de doses au 27 septembre. En cas de non-respect de ces délais de livraison, AstraZeneca devra payer une pénalité de 10 euros par dose non livrée.

Un public prioritaire : les Occidentaux

« La décision du juge des référés est fondée sur le fait qu'AstraZeneca a commis une violation grave (« faute lourde ») de ses obligations contractuelles envers l'Union. La Cour estime également qu'AstraZeneca aurait dû déployer tous ses efforts pour livrer les vaccins selon le calendrier convenu, y compris en ce qui concerne les sites de production britanniques explicitement mentionnés dans le contrat, en particulier au

regard des retards importants dans les livraisons à l'UE », précise un communiqué publié hier par la Commission européenne.

Autrement dit, si Astra Zeneca produit des vaccins pour d'autres régions du monde, la société doit s'assurer que les Européens seront livrés en priorité. Cela veut dire qu'à l'échelle mondiale, il existe des critères définissant des publics prioritaires et il s'avère que le plus important reste le pouvoir d'achat. Les Occidentaux sont donc un public prioritaire sur cette base. Comment alors s'étonner du si grand déséquilibre qui existe dans la répartition des vaccins anti-COVID-19 dans le monde ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Services de garde d'enfants abordables et de qualité inaccessibles dans de nombreux pays riches

Selon un nouveau rapport de l'UNICEF, le Luxembourg, l'Islande, la Suède, la Norvège et l'Allemagne sont les mieux classés parmi les 41 pays de l'OCDE et de l'UE en matière de services de garde d'enfants, alors que la France se retrouve en 19e position. Ceci rappelle tout le potentiel que représente le secteur de l'aide à la personne, notamment la petite enfance, s'il est une priorité des politiques publiques.

Où en sont les pays riches en matière de garde d'enfants ? - publié par le Bureau de la recherche d'UNICEF - Innocenti, classe les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Union européenne (UE) en fonction de leurs politiques nationales en matière de garde d'enfants et de congé parental. Ces politiques portent notamment sur l'accessibilité, le coût financier et la qualité des services de garde pour les enfants entre la naissance et l'âge scolaire.

Des services de garde d'enfants abordables et de qualité sont inaccessibles dans bon nombre des pays les plus riches du monde, affirme UNICEF dans un nouveau rapport publié aujourd'hui. Le Luxembourg, l'Islande, la Suède, la Norvège et l'Allemagne sont les mieux classés parmi les pays à revenu élevé en matière de services de garde d'enfants. La Slovaquie, les États-Unis, Chypre, la Suisse et l'Australie sont les moins bien classés.

Les pays les mieux classés dans le classement du rapport combinent accessibilité financière et qualité des services de garde d'enfants organisés. Dans le même temps, ils proposent des congés longs et bien rémunérés aux mères et aux

pères, donnant ainsi aux parents le choix de la manière de s'occuper de leurs enfants.

Jusqu'à la moitié des revenus pour payer la crèche

En effet, si un congé bien conçu aide les parents pendant les premiers moments de la vie d'un enfant, une fois que ce soutien prend fin et que les parents sont prêts à reprendre le travail, la garde d'enfants peut aider les parents à trouver un équilibre entre la prise en charge de leurs enfants, le travail rémunéré et la prise en charge de leur propre bien-être. Pourtant, la fin des congés payés coïncide rarement avec le début des droits à des services de garde d'enfants abordables, laissant les familles se battre pour combler ce vide.

En Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Suisse, un couple disposant d'un revenu moyen doit dépenser entre un tiers et la moitié de son salaire pour payer la garde de deux enfants. Alors que la plupart des pays riches subventionnent largement la garde d'enfants pour les familles vulnérables, les parents isolés à faible revenu en Slovaquie, à Chypre et aux États-Unis doivent tout de même déboursier jusqu'à la moitié de leur salaire.

La France est classée 7e concernant l'accès aux services d'accueil du jeune enfant. Cependant les inégalités liées à cet accès sont particulièrement marquées dans le pays : en 2017, 76,5 % des ménages à haut revenu avaient recours à ces services, contre seulement 31,6 % des ménages modestes. Dans le cadre de la Stratégie natio-

nale de prévention et de lutte contre la pauvreté adoptée en 2018, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures visant à renforcer l'accessibilité des services d'accueil du jeune enfant pour les familles en situations de précarité. UNICEF France encourage la poursuite de ces efforts mais rappelle que le renforcement de l'accès aux modes d'accueil ne doit pas se faire au détriment de leur qualité, toute aussi importante pour le bien-être et le développement de l'enfant.

UNICEF pour un congé parental d'au moins 6 mois

L'UNICEF plaide en faveur d'un congé parental payé d'au moins six mois et d'un accès universel à des services de garde d'enfants de qualité et abordables, de la naissance à l'entrée en première année d'école. UNICEF travaille avec les gouvernements, la société civile, les universitaires et le secteur privé - qui joue un rôle important pour influencer les politiques - pour plaider en faveur d'un plus grand investissement dans les familles.

»

Oté

In sinp jest pou fé la losson bande zinstanss lo foot

Lo monde dann l'éspor lé pa pli mové é lé pa moin mové ké lo monde an zénéral. Ni pé panssé li lé pa pli rassist é li lé pa moin rassist ké lo monde an zénéral. Mé i ariv li sèrv révélatèr pou in problème i égzist é li mète lo doi dsi in tare néna dann limanité.

Sépa si zot la romarké souvan dé foi dann la koupe fotbal lérope, bande zantrènèr, sansa bande zouar, i fé zot konférans do prèss dovan dè boutèye in boisson lé bien koni dann lo monde antyé, sansa dovan dé shopine la byère bien koni galman. Pèrsone i bouj pa é mwin té a d'mandé si in zour noré in sportif noré bouj in pé dovan in n'afèr konmsa.

Ziska néna dé-troi zour sé Ronaldo, lo gran fotbalèr toulmoune i koné, té i fé son konférans do press. L'èr-la mwin la vi ali, mète lo dé boutèye la boisson nout toute i koné par koté, épi trape dann son sak in boutèye dolo. Li la di sinploman : « Mi profèrè dolo ! » épi son konféranss la kontinyé. Mé konèssan in pé kissa i lé bononm-la, mwin lé sir son panssé téi sar pli loin k'sa. Pou kossa mi di sa ?

Pars in zour, bande Israël téi vienn bonbarde la Paléstine é in zouar football israélien la domande Ronaldo pou fé in léshanj mayo apré in match. Li la rofizé é mi panss li la di kékshoze konm : « Pa zordi ! » Sansa in n'afèr konmsa... Alor pou la boisson amérikéne mi souète in zour li dévoil in pé son panssé é zour-la sar intéréssan antande ali. Mi di pa pliss pou zordi, mé zot ossi zot i doi an avoir z'ote opinyon.

Sa i amontr anou dann lo monde léspor pa toute la tête lé vide, sansa lé pa sansib par rapor bande drame i éspass dan lo monde. Ronaldo sé in gran fotbalèr, mé in gran bonom an même tan.

NB Mwin la vi galman in gran sportif i apèl Pogba mète de koté in shopine la byère épi pran son boutèye dolo. Mi kroi, lère-la li téi panss toute bande viktime lalkol i fé dann in pé toute sosyété. Mé ni pé anparl in n'ote zour.

Justin